

Le mois

« Gilets jaunes »

... et mayonnaise analytique

Renaud Maes

« Tu sais, quand j'ai enfilé mon gilet jaune, je me suis dit que j'allais enfin être vue. Parce que ce gilet, il est fait pour ça. Pour que des gens que l'on ne remarque pas, on puisse les voir lors d'un accident. L'accident est là, pour moi en tout cas : je ne sais plus comment faire pour donner à bouffer aux gosses à la fin du mois. Je ne suis pas la seule dans ce cas. Alors on s'efforce de trouver des solutions, on va acheter en gros, on diminue les portions. Puis, on fait tout ça pour garder l'air que tout va bien. Pour éviter de montrer qu'on vit des accidents qui se répètent à chaque fois que l'on fait les courses avec les enfants. Mais on ne peut pas tenir. Alors on met un gilet jaune, comme ça les gens nous voient, ils voient l'accident. C'est mieux ça que de pleurer. » Sur ce rondpoint carolorégien, tentant de se réchauffer en tendant ses mains abimées au-dessus du braséro, Myriam m'expliquait son choix de rejoindre le mouvement. À aucun moment, elle n'a été violente. Elle n'a pas tenu de propos racistes, homophobes, complotistes. Elle était juste prête à parler, à discuter de sa réalité. Pas une caméra n'a été braquée sur elle, pas un micro siglé ne lui a été tendu. Et, à l'heure de l'analyse et du commentaire médiatique, la frêle voix de Myriam a été noyée sous le flot d'hypothèses et de statistiques plus ou moins fiables.

Commentaires experts et autorisés

Le mouvement des Gilets jaunes a suscité, parmi les journalistes et les chercheurs en sciences sociales, une véritable déferlante de commentaires et d'analyses. Dans le cas belge, cet emballement mérite d'ailleurs d'être remis en perspective de l'ampleur du mouvement, qui a rassemblé à son pic d'intensité au maximum un millier de personnes sur l'ensemble du Royaume, dont une absolue majorité de francophones. Certes, quelques travaux ont cherché à « mieux cerner les profils » des gilets jaunes, notamment en organisant des récoltes de témoignages et de données sociodémographiques dans les différentes manifestations et actions, ou en suivant les groupes Facebook au travers desquels ils se coordonnent. Il en résulte quelques « grands constats » : une hétérogénéité des profils sociodémographiques, avec des particularités locales très marquées, une complexité importante dans les débats menés entre les gilets jaunes se traduisant par la juxtaposition d'une multitude de « mondes sémantiques »¹, montrant que la majorité d'entre les participants du mouvement en novembre et décembre 2018 ne souscrivait pas forcément à des thèses d'extrême droite, une surmédiatisation des éléments les plus « extrêmes » dans leurs modes d'action et leurs revendications orchestrées à tout le moins partiellement par des groupuscules identitaires.

Dans les premiers temps des mobilisations, en novembre 2018, les barrages dans la « province » française étaient plutôt le fait de personnes dont l'appartenance allait « des classes populaires aux classes intermédiaires plutôt peu diplômées et exerçant des métiers

1 | Sebbah Br., Souillard N., Thiong-Kay L., Smyrniaios N., *Les gilets jaunes, des cadrages médiatiques aux paroles citoyennes*, rapport de recherche préliminaire, 26 novembre 2018, Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales, axe Médias et médiations sacionumériques, université de Toulouse, <https://bit.ly/2F3n9wZ>.

manuels »². Se basant sur les chiffres des préfectures de police, avec le risque d'un biais de comptage non négligeable, mais systématiquement éludé, le démographe Hervé Le Bras a « dressé une carte » des mobilisations des gilets jaunes au 17 novembre montrant que le mouvement touchait surtout les zones périurbaines et les zones rurales en cours de dépeuplement (« diagonale du vide »). À le suivre, la revendication de la baisse du cout du carburant est liée à la mobilité dans et depuis ces zones : « les personnes qui y vivent ont un problème quotidien, celui de la navette domicile-travail entre leur habitation et la capitale ou sa proche banlieue »³.

Les profils sociologiques des gilets jaunes ont cependant évolué progressivement dans le sens d'une complexité accrue tout au long des mois de novembre et décembre (tout comme la répartition des actions dans les zones géographiques du territoire français), notamment par l'adhésion au mouvement de militants issus de partis politiques et d'organisations militantes (ce fut par exemple le cas à Nantes, où des anciens occupants de la « ZAD » de Notre-Dame-des-Landes ont revêtu la chasuble fluorescente, ou encore à Lyon où des organisations écologistes ont appelé à participer aux manifestations).

Cette évolution a mené à une dispersion plus large des revendications, à des divergences internes, à des séparations du mouvement en plusieurs « branches », ainsi qu'à des phénomènes de désaveu de représentants plus ou moins officiels dès le lendemain de leurs prestations médiatiques. Il n'empêche, les deux enquêtes par questionnaire menées à bien par des chercheurs de Bordeaux (166 questionnaires) et de Lille (523 questionnaires)⁴ montrent de manière

assez convaincante qu'entre la mi-novembre et le début décembre 2018, une certaine cohérence sociologique demeure, se traduisant par la surreprésentation de deux groupes dans le mouvement : les employés d'une part et les artisans, chefs de petites entreprises et commerçants d'autre part, l'essentiel de ces deux groupes étant formé de personnes faiblement diplômées et ne gagnant que des revenus modestes. Les retraités étaient également fort mobilisés (pour une part représentant entre un quart et un tiers des sondés).

Loin d'être anecdotique, la forte présence de femmes au sein des actions a été relevée et largement commentée. Le sociologue Gérard Mauger note ainsi : « [...] ce genre de mobilisation mue par des mobiles explicitement économiques et souvent à l'initiative des femmes est indissociablement « morale » : l'impossibilité où ces mères de famille populaires se trouvent de « joindre les deux bouts », redoublé par le mépris affiché à l'égard de « ceux qui ne sont rien », est perçue comme la transgression d'un pacte moral implicite avec les dominants qui subordonne l'exercice de la domination à la garantie d'échapper à « la détresse matérielle » et à l'expression d'un minimum de considération ».

Et de fait, au moins deux éléments sont demeurés essentiels et invariants dans le discours des gilets jaunes, quel que soit le groupement considéré et en dépit des divergences profondes entre les profils sociologiques des diverses composantes du mouvement : « le quotidien devient intenable⁵ » et « les élites sont déconnectées, ne veulent pas voir ce problème, nous méprisent⁶ » (ces « élites » recouvrent tout aussi bien le personnel politique que des universitaires, des jour-

5 | Formule reprise sur les « banniers » Facebook partagés en novembre 2018.

6 | Ce deuxième leitmotiv est explicite dans les groupes Facebook comme dans les témoignages recueillis sur les rondpoints par les chercheurs de Lille.

2 | <https://bit.ly/2KauqiM>.

3 | Le Bras H., <https://bit.ly/2XDQeWO>.

4 | *Le Monde*, 12 décembre et 24 décembre 2018.

nalistes, des politiciens - surtout ceux des partis traditionnels -, des patrons - voire des cadres...). La jonction de ces deux éléments aboutit à une revendication qui unit finalement le mouvement : le référendum d'initiative citoyenne (le RIC), présenté comme une sorte de panacée pour reconnecter les politiques au vécu, mais surtout à sa dimension subjective cristallisée dans l'impression amère d'un déclassement. Il faut immédiatement préciser que derrière la notion de « RIC » se cache en fait une myriade de définitions, ce qui, insistons, démontre à l'envi que le mouvement des gilets jaunes n'est en aucun cas un mouvement centralisé ou parfaitement contrôlé par une organisation politique.

L'effet Versailles

Comme le pointait dès les premières heures du mouvement le sociologue Alexis Spire⁷, la focalisation sur la question du prix et des taxes sur le carburant n'était pas immédiatement synonyme d'un discours de désaveu du système fiscal dans son principe : dès les premiers « actes » des gilets jaunes, la question soulevée a été primordialement celle des inégalités engendrées par ce système fiscal, accusé de ne profiter qu'à « ceux d'en haut », d'être « taillé sur mesure pour les puissants et les riches ». Bien au contraire de souhaiter « moins d'État », les gilets jaunes ont au contraire souligné un désengagement de l'État se traduisant par la disparition des services publics de proximité (hôpitaux, tribunaux, écoles, postes...). L'impression partagée sur les groupes Facebook dès octobre est résumée par un post du 16 du mois dans le groupe « Gilets jaunes solidaires » (62 754 membres) qui a récolté 18 548 « likes » (marques d'adhésion) « nous devons nous saigner alors que les riches sont arrosés par l'argent public ».

Dans ce contexte, le faste affiché du train de vie élyséen d'Emmanuel Macron a fait l'objet de milliers de commentaires indignés, et chacune des petites formules dont il est friand sur le travail, l'aide aux pauvres, etc. a été mise en perspective de photos officielles de galas et réceptions, notamment des grands patrons français. En particulier, les images de la visite d'État en Belgique, maintenue en dépit de manifestations importantes à Paris, ont participé à une sorte « d'effet Versailles », l'assimilation du président français à un monarque étant facilitée par les photographies le montrant aux côtés du couple royal belge. Sur le groupe secret « Lille gilets jaunes » (1 256 membres), une publication résume l'effet par la représentation de Marie-Antoinette d'un côté, un phylactère lui faisant affirmer « qu'ils mangent de la brioche ! », et d'Emmanuel Macron de l'autre, affublé du phylactère « la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler », surmontée d'une question : « On a décapité l'une. Qu'est-ce qu'on attend pour l'autre ? ».

Comme le note Philippe Genestier à partir d'une observation sur un rondpoint, d'une recherche de visibilité, de faire connaître sa situation, les objectifs des manifestants ont parfois évolué au travers d'échanges, mais aussi de « surenchère » dans la colère : « L'ambiance était au début à la dérision et à une contestation quasi carnavalesque, elle s'est vite considérablement durcie pour évoluer vers un basisme agressif porté par un discours de haine sociale, de rejet viscéral des pouvoirs constitués, prononcé par un groupuscule surenchérissant autour de braséros où, les colères s'alimentant mutuellement, la fatigue s'accumulant, les dissensions et exclusions se multipliant, les cannettes de bière s'amon-

7 | Spire A., « Les classes populaires et l'injustice fiscale. Aux sources de la colère contre l'impôt », *Le Monde diplomatique*, décembre 2018, p. 1-22, <https://bit.ly/2r8yLqY>.

celant, une posture butée remplaçait l'envie initiale de faire connaître les difficultés quotidiennes⁸. »

Le phénomène de durcissement des actions au fur et à mesure du déroulement des journées n'est cependant pas exclusivement lié à ces « échanges de frustration ». J'ai pu ainsi observer que les interactions avec les forces de l'ordre et le traitement médiatique ont pu contribuer largement à faire « monter » la colère, dans le cas d'un rondpoint à Caen. Les blocages des rondpoints de Caen sont particulièrement intéressants à étudier du point de vue de leur mixité sociologique, car ils rassemblaient étudiants universitaires du centre-ville, employés des parcs commerciaux de la périphérie immédiate, pensionnés résidant dans les banlieues au-delà du périphérique, ouvriers agricoles et agriculteurs issus des campagnes environnantes. Le 28 décembre, deux blocages étaient organisés par deux groupes mélangeant ces profils. Dans le cas de l'un des deux groupes, d'un barrage filtrant autour d'un rondpoint sur lequel trônait un barbecue, les actions se sont transformées en brasier géant (nécessitant l'intervention des pompiers) et blocage total du périphérique. Anne, une retraitée de soixante-huit ans qui a participé aux actions toute la journée explique ex post cette évolution comme suit : « D'abord, vers 11 heures je dirais, il y a eu les policiers qui nous ont encerclés, puis qui ont vraiment confisqué le barbecue. Ça a tué la convivialité, on était un peu effrayés et perdus, on se demandait s'ils allaient nous arrêter. Il y avait des familles, des vieilles comme moi, ils nous ont poussés... On n'était pas méchants, on ne faisait que donner nos tracts et puis ralentir un peu les voitures, mais elles passaient

toutes. Les gens perdaient dix minutes, à peine. Puis en plus, on a écouté les informations à la radio. Ils disaient des horreurs, qu'on prenait « les gens en otage », comme si on les menaçait avec des armes. N'importe quoi. Et il y avait cette dame, là, qui disait « Vous imaginez ? Bloquer les voitures alors que c'est la période des courses de Nouvel An », avec sa voix de journaliste qui n'a jamais travaillé. Et les gens, à la radio, ils se plaignaient. Mais moi, j'aimerais bien faire des courses de Nouvel An, mais avec quel argent ? Ma pension ridicule qui ne me permet même pas de payer l'électricité ? Et là c'est vrai, je peux le dire, j'ai trouvé les gens égoïstes, j'étais énervée. Alors j'étais d'accord quand des grands gars qui travaillent les champs ont proposé de faire un grand feu et de tout bloquer. Et si tu me demandes, je ne regrette pas. »

Il faut bien pointer qu'une forme de radicalisation du discours dans le sens d'une dénonciation des « élites » a été entretenue sinon engendrée par le contraste entre les images de faste et le sentiment de dénuement (« effet Versailles »), la réaction politique au mouvement et par le traitement médiatique des actions. Et la réflexion sur les injustices sociales s'est par là muée en une forme de colère auto-entretenu qui a visé indistinctement tous ceux qui ont été conçus comme « des élites » méprisantes et volontairement aveugles aux inégalités. Bien sûr, aux yeux des manifestants dotés d'un faible capital culturel, les intellectuels médiatiques, les journalistes, et plus largement les universitaires, ont été assimilés à ces « élites ». Plus encore, leur visibilité les a placés, dans certains cas, dans la situation de « premiers adversaires ».

Spin-off belge

Dans le cas belge, forcément, une série de lectures « sur le tas » des manifestations des gilets jaunes ont emprunté

8 | Genestier Ph., « Les “gilets jaunes” : une question d'autonomie autant que d'automobile », *Le Débat*, vol. 204, n° 2, 2019, p. 16-34, <https://bit.ly/2K8iZYL>.

aux éléments des enquêtes françaises. On a par exemple laissé entendre que le « gros » du contingent des gilets jaunes belges était issu de « milieux traditionnellement peu mobilisés », dupliquant un constat parfaitement étayé, dans le cas français, par les enquêtes bordelaise et lilloise évoquées ci-dessus. On a aussi affirmé que le mouvement était lié au monde rural et périurbain, oubliant quelque peu que les caractéristiques urbanistiques propres à la Belgique (notamment la faible densité des villes belges) sont différentes. Un peu dans la lignée des envolées lyriques sur les gilets jaunes français, parfois présentés sans beaucoup de nuance comme « le vrai peuple » malgré l'absence manifeste de franges non négligeables de la société française dans le mouvement, au premier rang desquelles les habitants des banlieues, ou encore « les invisibles à la recherche de leur dignité », en supposant à priori un sentiment de perte de dignité qui, à l'examen, ne semble pas forcément autant partagé par toutes les composantes du mouvement que l'angoisse du déclassement, on a fait des gilets jaunes belges des « représentants » d'un « vrai peuple oublié », « invisibilisé », qui serait « abandonné » de tous.

Il semble dès lors indispensable d'en revenir au terrain, ce que nous avons fait, en novembre 2018. Nous avons recueilli un ensemble d'entretiens semi-directifs suivant un canevas très similaire, directement lors des manifestations de gilets jaunes, à Wierde, Charleroi et Bruxelles entre le 18 et le 21 novembre. Au total, nous avons quelque deux-cent-trente-neuf témoignages exploitables qui permettent de se faire une idée du profil sociologique des gilets jaunes belges.

Parmi les gilets jaunes faisant partie de la « population active », on note une présence de demandeurs d'emploi qui sont chômeurs indemnisés (25 %), ce qui est assez inusuel pour les mobilisations

syndicales, par exemple. On note également une part plus importante d'employés (37,5 %) que d'ouvriers (12,5 %), les premiers étant surreprésentés parmi les gilets jaunes. Les indépendants et les petits commerçants représentent moins de 5 % du contingent. La moyenne d'âge est plutôt élevée, quarante-huit ans, avec un écart-type de cinq ans, et le niveau d'études le plus fréquent est le premier cycle du supérieur (35 %), suivi de près par le certificat d'études secondaires supérieures (ou équivalent) (25 %). Les universitaires et diplômés du supérieur de type long sont moins représentés (17 %) que dans la population belge (environ un tiers), mais ils sont par contre particulièrement actifs et impliqués dans les mobilisations (coordination, animation de débats, etc.).

Comme dans le cas français, les femmes sont très présentes (58 %) et le gros du contingent des gilets jaunes n'est pas directement politisé (militants d'un parti politique) (71 %). Politiquement, la gauche est largement dominante, avec une forte présence de personnes qui indiquent voter PS ou PTB (64 %). L'extrême droite, singulièrement le PP, est surreprésentée parmi les gilets jaunes belges (11 %), en demeurant toutefois une fraction minoritaire. Toutefois, de la dynamique notable sur les rondpoints de Wierde et de Charleroi, il semblerait que des militants du PP ont coordonné leur stratégie pour se faire élire porte-paroles de chaque blocage, ce qui a assuré une forte présence médiatique à l'extrême droite.

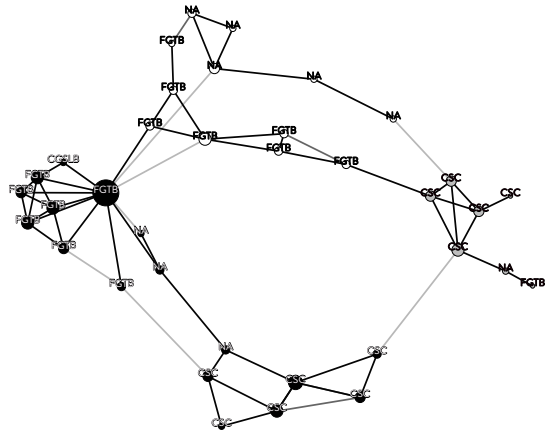
Le taux de syndicalisation des gilets jaunes interrogés (75 %) est notablement plus élevé que le taux de syndicalisation moyen en Belgique (54,2 %). Mieux encore, près du cinquième d'entre eux ont déjà été délégués syndicaux. Une majorité est membre de la FGTB (62 %), ce qui est évidemment loin de l'équilibre traditionnel entre les

trois forces syndicales. Pour une large majorité des témoins (82 %), le syndicat est vu comme trop bureaucratique, trop « mou » dans ses revendications ou déconnecté des réalités du terrain.

Il nous faut insister sur ce point : à notre estime, l'émergence du mouvement des gilets jaunes en Belgique ne témoigne pas autant d'un affaiblissement du sentiment de représentation au travers de la démocratie parlementaire que d'une désaffiliation progressive vis-à-vis des syndicats. Les motifs de critiques vis-à-vis des syndicats sont nombreux, mais très systématiquement, la question de la gestion des allocations de chômage est pointée, avec l'impression que le syndicat « ne traite pas dignement » les travailleurs sans emploi. Un autre élément de critique récurrent est l'absence d'ouverture aux « petits indépendants » (nous y reviendrons).

Pour bien mesurer la centralité des syndicats, on considèrera le graphique 1, sur lequel nous avons représenté les liens entre des personnes tirées aléatoirement parmi les participants à trois barrages (Wierde, dix-sept gilets jaunes - Charleroi, douze gilets jaunes - Bruxelles, sept gilets jaunes) entre le 17 et le 19 novembre 2018. Les points du graphe représentent chaque gilet jaune, leurs couleurs indiquent les barrages sur lesquels ils se trouvaient. Les arêtes sont de trois types : soit les personnes se connaissent sur les réseaux sociaux et en dehors (*in real life, irl*), soit uniquement sur les réseaux sociaux, soit uniquement en dehors. Comme on le constate sur le graphe, la grande majorité des personnes sont connectées par des liens qui sont à la fois virtuels et réels. On perçoit qu'autour du barrage de Wierde, une personne occupe une position centrale, c'est par ailleurs elle qui est connectée aux participants du barrage de Charleroi. Il s'agit d'un militant actif de la FGTB wallonne, dont

la contribution était essentielle dans le recrutement de participants à l'action. Cette représentation permet également de visualiser une série de « cliques » (de petits groupes plus denses) séparées par deux types de facteurs : différence d'affiliation syndicale et distance physique (lieu), ce qui indique de fortes disparités dans la composition des groupes en fonction de la situation locale. À l'instar du cas français, il faut dès lors constater le caractère a priori peu unifié et l'hétérogénéité du mouvement.



Graphique 1 - Représentation sous forme de graphe en réseau des liens internes à un échantillon de participants aux actions du 17 novembre.

Colère sociale et représentations

Évidemment, la question des revendications portées par les gilets jaunes belges est absolument centrale pour tenter d'analyser ce mouvement. À ce niveau, il nous faut d'emblée tirer deux constats... Primo, du 17 au 25 novembre, on observe la coexistence d'un grand nombre de listes de revendications souvent très fournies et contenant parfois des contradictions, allant de la démission du gouvernement à la suppression des taxes sur le carburant en passant par l'augmentation de l'offre de service de la SNCB, la nationali-

sation des parcs immobiliers inoccupés, la confiscation de la fortune des fraudeurs fiscaux, le développement des potagers urbains et la publication des archives de la Sureté de l'État. Secundo, les revendications avancées par les porte-paroles dans les actions varient d'une action à l'autre et au gré des remplacements des porte-paroles, tout comme le niveau de « construction »/de détail de ces revendications.

Il est particulièrement intéressant de remarquer que lors des différentes actions, les petits indépendants ont été assez souvent identifiés comme des porte-paroles idéaux. Cela peut s'expliquer par une croyance commune dans le fait que « les petits indépendants sont particulièrement écrasés de taxes en Belgique ». Ils apparaissent comme des « victimes absolues » des politiques gouvernementales, même aux nombreux chômeurs et aux quelques usagers du CPAS (dont certains vivent dans le dénuement) présents dans les actions. Cette figure consensuelle a servi, dans le cas du blocage carolorégien du 17 novembre, de point de départ à une hiérarchisation des revendications. Cela a mené à des tensions importantes dans le groupe autour du rôle des employeurs, les indépendants suggérant par exemple qu'un rallongement des horaires de travail des employés serait indispensable et étant immédiatement soumis à un contrefeu important de délégués syndicaux très présents dans le blocage.

Si l'ambiance lors des blocages de novembre était assez bon enfant à l'entame des actions, progressivement, au cours de chaque journée, elle se transformait au fur à mesure selon un schéma assez similaire se répétant de jour en jour. Le « rire d'accueil » caractéristique du matin (et du partage de croissants et de café) se transformait ainsi progressivement en « rire d'exclusion » aux dépens de membres du groupe, causant des

défections dès midi. À ce niveau, les militants d'extrême droite de Nation ont tout particulièrement adopté des stratégies d'agressivité, de stigmatisation dans les débats internes pour écarter les participants qui leur semblaient des ennemis politiques. Le processus s'est parfois avéré très puissant, par exemple à Wierde où sur la journée du 18 novembre, la plupart des familles se sont volatilisées en début d'après-midi, lassées des attaques coordonnées de membres du PP et de Nation bataillant d'ailleurs entre eux pour occuper la fonction de porte-paroles de l'action.

Outre le problème posé par l'existence à priori de revendications contradictoires, la méfiance croissante en interne des actions explique aussi un phénomène de progressive « dilution » des revendications vers des éléments de plus en plus « déconnectés » du contenu politique lui-même (comme des mesures plutôt « techniques », par exemple le référendum d'initiative citoyenne), voire oxymoriques (par le jeu de fausses synthèses). Ainsi, les revendications se sont progressivement « évaporées » vers le plus petit dénominateur commun en prenant appui sur les représentations les plus collectives, le « bon sens » le plus partagé, au mépris, parfois, des apports plus « experts » ou de personnes se trouvant directement dans la situation discutée. La question des migrations a été très largement « digérée » au travers d'un processus de ce type dans le blocage de Bruxelles, ce qui a abouti à un discours qu'a résumé comme suit l'un des porte-paroles : « nous pensons qu'il y a trop de migrants et qu'on ne peut pas accueillir toute la misère du monde. Mais nous devons être humains dans la manière d'accueillir les gens, on ne peut pas les laisser à la rue..., et arrêter aussi de foutre le bordel dans les pays d'où ils viennent. Et quand ils sont chez nous, on ne peut pas arrêter les enfants, mais les

parents si. On doit quand même étudier... si les migrants sont bien intégrés chez nous avant de les expulser, car ce n'est pas normal de le faire s'ils sont bien intégrés. Mais on ne veut pas de ceux qui profitent et ne font rien. » La revendication ultime, formulée en une phrase, est par là devenue : « Diminuer les flux migratoires et améliorer et augmenter les possibilités pour l'asile ».

Pièges discursifs et performatif d'un clivage

Un autre phénomène caractéristique du discours des gilets jaunes belges mérite une mention particulière : l'effet d'induction par l'interaction avec les médias. Ainsi, dans le blocage de Wierde le 19 novembre, le syntagme « pouvoir d'achat » n'est apparu dans leur discours qu'après qu'il a été « importé » par un porte-parole à la suite d'un entretien avec un journaliste. Cette catégorie a été facilement reprise par sa préexistence dans les représentations, notamment des délégués syndicaux, anciens et actuels, très actifs sur le blocage. Le discours initial qui consistait à souligner « l'impossibilité de boucler les fins de mois », ancré dans le vécu et le quotidien des familles présentes, s'est ainsi mué en une revendication « d'augmentation du pouvoir d'achat » et « d'amélioration du niveau de vie ». Évidemment, cette transformation a amené certains experts à évoquer le consumérisme contemporain comme source essentielle de la frustration ressentie par les gilets jaunes, puisqu'en moyenne le pouvoir d'achat « des Belges » augmenterait plutôt. Nous ne reviendrons pas ici sur la pertinence de cet indicateur économique, sur l'effet de moyenne, sur la fiabilité des données sur lesquelles cet indicateur est calculé. Par contre, nous devons souligner l'effet de violence symbolique important du discours expert face à l'expression de certaines réalités pratiques, quotidiennes. Cette

violence a participé fortement à nourrir une rancœur vis-à-vis des journalistes, des universitaires, mais aussi des responsables d'association ce qui explique la réticence croissante des gilets jaunes belges à dialoguer avec eux.

Il faut ajouter que la remontrance écologique sous-jacente à l'idée que finalement, les gilets jaunes sont le produit d'un endoctrinement dans une forme d'individualisme consumériste, a contribué à « performer » un clivage qui n'était initialement pas du tout évident. Rappelons qu'en France, la remontrance écologique a été adressée (sous forme de menaces) aux gilets jaunes par un gouvernement dont le ministre de l'Écologie avait démissionné avec fracas quelques mois avant. Cela a mené des associations écologistes à rejoindre le mouvement en novembre, par exemple à Montpellier et Lyon, pour dénoncer « l'hypocrisie gouvernementale » consistant à demander des efforts individuels importants dans la lutte contre le réchauffement climatique, notamment en matière de mobilité quotidienne, sans s'attaquer à toute une série de défiscalisations dont bénéficient les industries polluantes et en exigeant de la SNCF des mesures d'économies structurelles. La préoccupation climatique n'était donc pas « évacuée » des premiers temps du mouvement de manière aussi univoque que ce que d'aucuns ont pu affirmer.

En Belgique, à Wierde, le weekend du 18 au 19 novembre, plusieurs familles réclamaient une augmentation des fréquences de train omnibus entre Namur et Ciney, ce qui montre que leur souci était bien moins la question du coût du carburant que de la mobilité... laquelle reste évidemment largement encouragée et obligatoire pour nombre de travailleurs (ainsi, l'obtention d'un permis de conduire fait partie des mesures « encouragées » dans le cadre de « l'activa-

tion » des travailleurs sans emploi par le Forem). Parmi les manifestants du blocage du 20 novembre à Charleroi, deux avaient écrit sur leur chasuble : « changer le système, pas le climat ». On peut multiplier les exemples, qui sont autant d'indices du fait que les gilets jaunes belges n'ont pas de prime abord embrassé les thèses climatosceptiques ou voulu monter le procès de l'écologie politique.

Comment expliquer, dès lors, que le commentaire médiatique a porté largement l'hypothèse d'un « rejet » des mesures écologiques « par les gens qui ont du mal à nouer leurs fins de mois » ? Très rapidement, lors des premières interviews de gilets jaunes en France, certains porte-paroles ont évoqué une figure-repoussoir : les « bobos », accusés de ne pas comprendre la réalité quotidienne de ceux qui sont « écrasés par les taxes ». Ces porte-paroles désignaient par là essentiellement les élites financières parisiennes. Ainsi, sur le groupe « Lille gilets jaunes », on trouve des post datés de la fin octobre désignant le milliardaire Bernard Arnault comme un « bobo ». Sur de nombreux sites de droite radicale (comme Causeur.fr) et d'extrême droite française (comme Riposte laïque), dès la mi-novembre, les articles ont fleuri opposant la catégorie des « bobos parisiens » aux gilets jaunes, présentés comme « le vrai peuple » rejetant les « délires cosmopolites » et la « dictature écologiste » et donc imposant un sens très différent à la notion de « bobo ». Ces deux catégories ont ensuite été reprises dans des médias alternatifs plus à « gauche » (notamment sur les blogs de Mediapart), puis par les médias « mainstream », à commencer par BFM, sans être redéfinies. Le discours sur cette « opposition » s'est progressivement installé en Belgique par « propagation » depuis la France, notamment au travers des réseaux sociaux et des groupes de soutien aux gilets

jaunes. Le débat s'est alors ancré autour d'identifications de ses acteurs à des catégories qui performant le discours de droite radicale sur l'opposition du « peuple vrai » « le peuple qui souffre » et des « élites intellectuelles » « bobos ». Cette opposition ne se fonde pas sur une « réalité sociologique » (parce qu'il y avait, par exemple, des professeurs du supérieur présents aux blocages, parce que des ouvriers ont condamné le mouvement), mais elle trouve sa force parce qu'elle recycle un discours populiste de droite⁹ antérieur et largement connu, proféré notamment par des membres du gouvernement fédéral (au rang desquels Théo Francken). C'est ainsi que les « bobos écolos » sont progressivement devenus pour certains gilets jaunes la première figure ennemie.

Il nous faut insister : la visibilisation d'un « clivage » entre « bobos » et « vrais peuple » constitue un effet de formation discursive du commentaire de droite radicale, relayé et amplifié par les avis d'experts, les médias généralistes et les réseaux sociaux. Et elle a eu comme conséquence des tensions internes croissantes au sein du mouvement belge, entre ceux qui ont défendu une approche inspirée du discours du PTB (taxe des millionnaires), pointant comme ennemi « les tops 10 % » et « les entreprises qui ne paient pas de taxes », et ceux qui à contrario, ont vu dans les écologistes « leurs oppresseurs ». Toutefois, les deux tendances ont continué à se rejoindre dans la dénonciation d'un « système corrompu » et des « politicards ». S'inscrivant parfaitement dans la tendance révélée par l'enquête de l'IWEPS publiée en février 2019 qui montrait que les Wallons ont généralement confiance dans les

9 | Crespo C. et Maes R., « “Et que meure l'intellectualité traitresse !”, nouvelle doxa des politiques à l'ère de la post-vérité ? », *La Revue nouvelle*, 3/2019, <https://bit.ly/31qPDKk>.

institutions — singulièrement celles qui ressortent de la fonction régaliennne de l'État — tout en doutant profondément de la probité du personnel politique et des médias, le discours des gilets jaunes s'est ainsi « centré » sur une dénonciation globale assez floue, ce qui permet là encore l'impression d'une synthèse.

L'enjeu de la complexité

Pour conclure ce (trop) rapide retour sur le mouvement des gilets jaunes, il semble crucial de pointer la puissance du commentaire médiatique sur sa dynamique. Les gilets jaunes ont été pris dans une véritable « mayonnaise analytique », une émulsion épaisse de commentaires sur quelques traits glanés sans précision, fouettés avec énergie sur les plateaux télévisés et dans les émissions de radio. En Belgique en particulier, le mouvement s'est lui-même englué dans cette mayonnaise analytique par des effets de performativité, face auquel il s'est avéré incapable de transcender les contradictions internes autrement qu'en déplaçant les débats vers des objets de plus en plus chimériques dans le but d'arriver absolument à un consensus. Ce faisant, le discours de ses représentants s'est progressivement déconnecté du « témoignage du vécu » qui fondait et légitimait le ralliement de la toute grande majorité de ses membres.

Il n'en reste pas moins que ces vécus existent toujours. Que les femmes, les hommes qui étaient sur ces ronds-points pour dire leur incapacité à continuer à « faire face », pour demander du soutien, réclamer d'être entendus — en réhabilitant dans un premier temps la figure politique, puisqu'il s'agissait de se rendre visibles pour adresser une interpellation —, n'ont reçu aucune réponse structurée et ont été très largement la cible de critiques virulentes les assimilant à l'extrême droite (par la sur-visibilisation et les nombreuses tentatives de récupération, localement couronnées

de succès, de celle-ci) ou de commentaires les replaçant dans les grands récits (lutte du peuple contre le système, lutte des classes, etc.) sans que cela ne réponde à l'urgence quotidienne ou ne capture la complexité de leur situation.

Il faut insister sur les ambivalences importantes qui se marquent à ce niveau, se traduisant par des revendications contradictoires : si globalement, les gilets jaunes belges ont confiance dans les institutions, ils n'en restent pas moins très critiques par exemple vis-à-vis du chômage. Ils dénoncent à la fois les conséquences des mesures d'activation (85 %), vécues par plusieurs d'entre eux et soulignent qu'ils souhaitent l'abandon du mécanisme de sanction (75 %), et indiquent en majorité (67 %) être persuadés qu'il existe une importante « fraude sociale » et appellent à un durcissement des contrôles... et des sanctions (58 %).

Dans le cas de nombre d'entre eux, l'analyse « méta » du « système » qu'ils entendent dénoncer est assez rudimentaire et fortement imprégnée du discours dominant, ce qui facilite d'ailleurs la reprise de slogans et thèses simplistes et complotistes. À l'opposé, leur expérience quotidienne les amène à une analyse beaucoup plus fine, à des considérations beaucoup plus complexes, tenant compte de rapports de pouvoir (par exemple, dissociant le travail des agents du Forem des injonctions qu'ils reçoivent, établissant des liens entre enjeux écologiques et justice sociale, etc.). La prise en compte du quotidien et, par là, la complexification de la réflexion ont pourtant été progressivement évacuées faute d'espace d'échanges adéquats à l'intérieur du mouvement et par le jeu de la sollicitation et du commentaire médiatiques.

En résulte une énorme frustration, ressentie par vingt-deux témoins que nous avons suivis de novembre à mai, par-

faitement résumée par Myriam : « J'ai fait le mariole sur les rondpoints, avec mon gilet fluo. Et ça a servi à quelques politiciens pour se faire mousser. Moi je ne sais toujours pas comment finir le mois, c'est même pire aujourd'hui qu'avant. Je n'ai plus été voter cette fois-ci, car je me suis dit : là ils sont là, on les entend faire des promesses. Mais il y a neuf mois, quand on était dans le froid pour leur faire signe, ils n'étaient pas là. Puis tout le monde m'a fait dire des choses que je ne pense pas. On a dit que j'étais pour limiter l'immigration. Mais je suis une immigrée ! On a dit que je voulais juste conduire ma voiture, mais moi je n'en ai pas. Tout le monde a parlé pour moi. Et personne ne m'a écoutée. Qu'est-ce qu'il me reste aujourd'hui ? Tu sais toi, ce que je peux faire pour qu'on m'écoute enfin ? »